



GENERAL

LC/CAR/G.258

le 3 octobre 1988

FRANCAIS

ORIGINAL: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIBES
Siège sous-régional pour les Caraïbes

COMITE DE DEVELOPPEMENT ET DE COOPERATION DES CARAIBES

Onzième session
Iles Vierges Américaines
18-22 novembre 1988



PROGRAMME DE TRAVAIL DU
SIEGE SOUS-REGIONAL DE LA CEPALC POUR LES CARAIBES
POUR LA SECONDE MOITIE DE L'EXERCICE BIENNAL 1988-1989



NATIONS UNIES

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIBES
Siège sous-régional pour les Caraïbes



PROGRAMME DE TRAVAIL DU
SIEGE SOUS-REGIONAL DE LA CEPALC POUR LES CARAIBES
POUR LA SECONDE MOITIE DE L'EXERCICE BIENNAL 1988-1989

A la dixième session du CDCC qui s'est tenue du 28 septembre au 10 octobre 1987, le programme de travail pour l'exercice biennal 1988-1989 a été présenté au comité dans le document LC/CAR/G.231.

Il faut remarquer que le programme de travail a été soumis à la vingt-et-unième session de la CEPALC s'étant tenue à Mexico, avant qu'une discussion effective sur ce document n'ait lieu au niveau du CDCC. Cela est dû au fait que la réunion du CDCC prévue en 1986 n'a pas pu avoir lieu.

Ce document comporte des éléments du programme de travail qui furent désignés pour être mis en application en 1989 et comprend les activités non mises en application en 1988. Le document est néanmoins présenté selon le format requis par les Nations Unies mais est accompagné d'informations supplémentaires sur chaque programme.

Sous-programme 5: Intégration économique et coopération entre les Pays des Caraïbes

Eléments de programme

5.1 Etude économique des pays des Caraïbes

Résultats attendus: Publications techniques: (a) "Etude Economique des pays du CDCC avec une attention particulière portée sur la croissance du Secteur des Services", faisant partie de la série d'études sur 10 ans sur des secteurs économiques et sociaux particuliers, semblable à celle préparée sur la dette extérieure qui doit être présentée à cette réunion; et b) deux rapports économiques à court terme sur le comportement économique respectivement des 6 premiers mois de 1988 et de l'année 1988 entière.

Activités opérationnelles

a) Evaluation de l'évolution du secteur social, incluant la collaboration avec le projet de l'OPS/OMS/CARICOM destiné à évaluer l'impact des mesures de rajustement sur la distribution des services de santé; et

b) Les liens seront maintenus avec les activités de planification du secrétariat en ce qui concerne l'approvisionnement en documents de recherche et services consultatifs.

5.2 Alimentation et agriculture dans les Caraïbes

Résultats attendus: Publications techniques: a) Rapport sur le comportement du secteur agricole dans les pays du CDCC (troisième trimestre de 1989); b) rapport sur les politiques et programmes de sécurité alimentaire dans les pays du CDCC (deuxième trimestre 1989); et c) études de la situation actuelle concernant les pertes postérieures à la production (troisième trimestre 1989).

Activités opérationnelles: Identification des secteurs pour une aide technique et de développement à apporter en priorité aux gouvernements, avec pour objectif la promotion de la production et du commerce agricoles (1988-1989) (fonds extrabudgétaires).¹

Le suivi du travail sur le secteur agro-industriel se poursuivra plus particulièrement sur les produits dérivés de la banane, ceci suite à la formation de 4 techniciens au Brésil.

Le secrétariat maintiendra également ses relations avec d'autres agences oeuvrant dans le domaine de l'agriculture et du développement agricole dans la région.

5.3 Planification économique et sociale dans les Caraïbes

Résultats attendus

a) Aide substantielle à une réunion intergouvernementale des Directeurs du Plan des pays des Caraïbes (premier trimestre 1989).

b) Publications techniques: deux études du rendement économiques (global et par secteur) seront préparées comme informations de base pour la Réunion des Directeurs du Plan des pays des Caraïbes; elles seront également fournies aux Etats membres et au CDCC, et auront pour but de fournir des éléments aidant à la formulation des politiques de gestion et de planification économiques nationales (1989).

Activités opérationnelles:

a) Des services consultatifs et de formation seront fournis, sur demande, aux Etats Membres, en collaboration avec l'ILPES, en vue de promouvoir les efforts de développement et de coopération technique (1988-1989), et

b) Un atelier-séminaire de formation sera organisé, traitant des principes de base de la planification et de la collecte des données, des méthodologies de planification adoptées aux économies

¹ Indique les fonds fournis par des sources extrabudgétaires.

des petits pays insulaires en développement, et de la planification de projets (deuxième trimestre 1989).

Le secrétariat continuera à explorer avec le concours de l'ILPES toutes les possibilités pour pourvoir le poste de coordonnateur au sein de l'Unité Conjointe de Planification CEPALC/ILPES, poste vacant à l'heure actuelle.

Le secrétariat continuera d'explorer et d'encourager les possibilités de coopération technique et continuera de fournir des services de consultation et de formation sur demande des Etats Membres du CDCC.

5.4 Science et technologie dans les Caraïbes

Résultats attendus: Publication technique: Bulletin d'Information du CCST.

Activités opérationnelles

a) Aide substantielle aux 2 réunions du Conseil des Caraïbes pour la Science et la Technologie (CCST).

b) Aide substantielle aux Consultations nationales/Séminaires ayant lieu à Saint-Kitts-et-Nevis, et à Saint-Vincent-et-Grenadines.

c) Promotion d'aide technique et échange d'informations entre les Etats Membres.

d) Poursuite de la collaboration avec d'autres agences scientifiques et technologiques.

e) Aide substantielle à une session plénière du Conseil des Caraïbes pour la Science et la Technologie et à deux réunions du Comité exécutif du CCST.

f) Le secrétariat continuera à mettre en oeuvre des propositions de projet faisant partie du programme de travail en cours, comme indiqué dans le document CCST/88/2, ainsi que des activités agréés lors de la réunion du CCST à venir, prévue pour décembre à Trinité-et-Tobago.

5.5 Développement social dans les Caraïbes

Résultats attendus: Publications techniques: a) Rapport sur les plans de développement des ressources humaines dans le cadre du processus d'ajustement structurel (dernier trimestre 1988); b) Rapport sur les schémas de migration intra-régionale et extra-régionale (dernier trimestre 1989); et c) Rapport sur les aspects de la culture caribéenne qui pourraient servir de base aux procédés d'ajustement structurel (deuxième trimestre 1989).

Participation des femmes au développement

Résultats attendus: Publications techniques: a) Rapport sur l'évolution de la participation des femmes au développement (dernier trimestre 1988); b) Promotion du développement des capacités et amélioration du niveau d'éducation des femmes des Caraïbes; c) Achèvement d'une bibliographie sur la femme; et d) Achèvement de la Base de Données sur des aspects particuliers de la participation des femmes au développement économique et social.

Activités opérationnelles:

a) Services de consultation et de formation, sur demande, aux Etats Membres, concernant la préparation de projets; et approvisionnement en diverses données à l'intention de programmes, d'ateliers, de séminaires et autres activités en collaboration avec des organisations régionales chargées de promouvoir la participation des femmes dans le développement économique et social (fonds extrabudgétaires).

b) Trois projets inter-pays seront mis sur pied dans le domaine de l'intégration des femmes au développement.

c) Formation pour les commerçantes itinérantes dans des secteurs prioritaires tels que le développement des capacités et la gestion des ressources humaines comme suite à la première phase du projet sur les femmes dans le développement et les affaires.

d) Préparation d'une étude et publication d'informations de base sur des aspects significatifs de la participation des femmes aux industries de transformation pour l'exportation dans les Caraïbes.

Suppression des barrières linguistiques

Activités opérationnelles:

a) Une mission est prévue pour le premier trimestre 1989 dans le but de sensibiliser plus à fond les pays membres du CDCC aux propositions pour le développement des langues étrangères au niveau national et régional et pour la création de l'Institut de Langues des Caraïbes (ILC). Cette mission collectera également des informations sur la formation en langues étrangères dans les pays membres du CDCC. La Communauté Economique Européenne a été contactée pour soutenir financièrement ce projet.

b) Préparation de la réunion préparatoire sur le projet commun d'aménagement linguistique des Caraïbes proposé pour 1990; et

c) Les coordonnateurs du projet parrainent la formation d'interprètes et de traducteurs en collaboration avec les institutions nationales de formation en langues.

5.6 Ressources naturelles, gestion de l'environnement et développement dans les Caraïbes

Résultats attendus: Une publication technique: Un manuel sur les techniques d'évaluation destiné à faciliter le choix entre des usages potentiellement opposés des ressources naturelles (premier trimestre 1989).

Activités opérationnelles:

a) Services de consultation et de formation, sur demande, aux Etats Membres, en ce qui concerne:

i) la formulation et la promotion de projets, programmes et propositions concernant le développement des ressources naturelles et la gestion de l'environnement;

ii) la promotion d'activités de coopération technique entre pays en développement (CTPD), entre les pays des Caraïbes et entre les Caraïbes et les autres pays d'Amérique Latine (fonds extrabudgétaires).

b) Collaboration avec les bureaux régionaux et internationaux dans le développement et la mise en application des activités de projet communes suivantes:

i) Etudes régionales sur les systèmes d'évacuation des eaux usées et la protection du littoral. A la suite d'une collaboration avec le secrétariat de la CARICOM, la BDC et l'OPS, une réunion est prévue en 1989 qui aura pour but de mobiliser des ressources, et dont le thème sera "Développement et Financement du Secteur de l'évacuation des eaux usées". Devront participer à la réunion de représentants de pays et des agences donatrices.

ii) Questions socio-culturelles et de Gestion de l'environnement ayant trait au tourisme dans les Caraïbes. Ce projet se poursuivra en 1989 et ses activités comprendront:

a) Coordination et exécution des études de cas et préparation des rapports par pays;

b) Distribution des rapports de chaque pays et des études de cas;

c) Ateliers nationaux;

- d) Préparation et distribution de documents comparatifs.
 - e) Séminaire régionale de formation; et
 - f) Préparation d'un rapport de séminaire, conclusions et recommandations spécifiques.
- iii) Préparation d'une proposition de projet intitulée "Développement/Croissance Economique/Environnement" ayant pour objectif de résoudre le conflit apparent entre la croissance économique et l'environnement à travers l'identification de projets générateurs de revenus et orientés vers le développement reconnu sans danger pour l'environnement.

5.7 Information et documentation pour le développement économique et social

Résultats attendus: Publications techniques: a) Résumés du CARISPLAN (2 numéros en 1989 - fonds extrabudgétaires); b) Bulletins signalétiques (6 numéros en 1989 - fonds extrabudgétaires); c) Base de données sur les experts et les projets de recherche scientifique et technologique en cours (deuxième trimestre 1989 - fonds extrabudgétaires).

Activités opérationnelles:

Services d'information publique: distribution, sur demande, de sorties d'imprimante et de photocopies, et services de Recherche documentaire sous diverses formes, y compris bibliographies spécialisés et distribution sélective d'informations (DSI), également accès direct en ligne.

Banque de données statistiques

Résultats attendus: Publications techniques: a) Rapport sur les principaux indicateurs de comportement économique des pays des Caraïbes (dernier trimestre 1989 - fonds extrabudgétaires). et b) Publication des Statistiques Agricoles des Pays des Caraïbes - Vol. 8 avec plusieurs changements de format. Le questionnaire correspondant sera également modifié pour obtenir des réponses plus précises.

Activités opérationnelles: a) Mise à jour des données statistiques, et b) Soutien apporté à l'établissement des Banques de Données sur les Projets comprenant l'apport de formation.

REDATAM²Activités opérationnelles:

a) Propagation du logiciel REDATAM et encouragement de son utilisation dans les pays des Caraïbes; et b) Travail préparatoire de recensement incluant la formation dans l'utilisation du REDATAM.

Société des BrevetsActivités opérationnelles:

a) Service d'information sur les brevets à l'industrie, aux chercheurs aux inventeurs et aux entrepreneurs, avec le soutien du Bureau des Brevets du Canada; b) Maintien de la base de données automatisée sur les brevets, de l'Index Canadien des Brevets et du bulletin d'information sur la propriété industrielle; c) Organisation de séminaires pour les utilisateurs dans les pays non couverts dans la première année du projet; d) Assistance technique dans le cadre du projet régional de l'OMPI (RLA/87/005) par la fourniture de documents et la promotion de missions d'experts et de consultants visant à renforcer le développement global de la propriété intellectuelle dans les Caraïbes; e) Prestation de services consultatifs et de formation fournis aux états membres dans la classification et l'organisation de leurs documents relatifs aux brevets en vue d'un accès facile aux divers domaines d'information technologique (fonds extrabudgétaires).

5.8 Commerce international et questions financières

Résultats attendus: Publication technique: Supplément au Guide de Procédures commerciales (1989).

Activités opérationnelles:

a) Services de formation et de consultation aux Etats Membres, sur demande, on appui aux efforts de développement des petits pays insulaires en développement (1988-89) - (fonds extrabudgétaires).

b) Le projet "Une étude du commerce des services utilisant Ste-lucie comme modèle" est annulé. L'OECO consultera la CARICOM sur l'avenir d'un projet sur les services pour les pays de l'OECO.

c) L'atelier sur les services dans domaine des biens fonciers, de l'éducation et tourisme se tiendra au début de 1989, sous réserve de l'allocation par le PNUD d'une subvention d'un montant de \$30.000. Cette somme a été demandée à l'origine pour

² Le sigle REDATAM renvoie à Système de Récupération d. données de Recensement pour des zones petites par micro-ordinateur.

le projet sur le commerce des services (1986). Le PNUD a indiqué sa volonté de bloquer des ressources pour ce nouveau projet.

d) Le rapport du Groupe Spécial d'Experts sur le Financement des Commerces, les Banques Transnationales et les Finances extérieures est soumis au CDCC pour être examiné et ses membres souhaiteront sans doute indiquer dans quels secteurs de travail spécialisés sur le Financement des Commerces le Secrétariat pourrait entreprendre des actions.

e) Les résultats de la réunion sur le commerce compensé prévue pour la fin de l'année 1988 indiqueront dans quelle mesure le travail sur le commerce compensé devrait être poursuivi.

f) Le travail sur la coopération entre les organisations de commerce nationales est terminé. Le travail prévu lors du précédent exercice biennal 1986-87 - coopération entre des entreprises multinationales de production - n'a pas été entrepris. Le Comité peut souhaiter indiquer au Secrétariat quelle doit être la prochaine étape du travail qu'il souhaite lui voir poursuivie.

g) Une mission a été entreprise récemment pour discuter de la possibilité de démarrer un programme EMPRETC³ pour les Caraïbes conjointement avec l'UNCTC. L'information se trouvait sur le programme pilote commencé en Argentine il y a 8 mois. L'UNCTC a demandé au Secrétariat de préparer un programme pour la région. Ceci est en préparation à l'heure actuelle et sera soumis à l'UNCTC après consultations.

5.9 Transport et communications

Résultats attendus: Publications techniques: a) Rapport sur le secteur maritime (dernier trimestre 1989). b) Rapports sur les problèmes de transport transnational avec une attention toute particulière pour les petits pays insulaires en développement (troisième trimestre 1989). c) Un manuel sur la Réflexion des Routes sera publié conjointement avec l'Asphalt Institute de Trinité et Tobago (deuxième trimestre 1989).

³ Le programme EMPRETC a été développé par le centre des Nations Unies sur les Sociétés Transnationales. Il a pour but de créer une infrastructure permanente pour l'identification, la sélection, la formation, le financement et le soutien de nouvelles industries de manufacture et de services prometteuses dans les pays en développement. Le programme fait appel aux compétences des sociétés commerciales transnationales pour aider les sociétés naissantes à démarrer, guidées par les recherches de l'UNCTC sur les activités des sociétés transnationales dans les pays en développement.

Activités opérationnelles: Aide à la fourniture de services de formation et de consultation, sur demande, aux Etats membres: a) en vue d'encourager leur adhésion à la Convention sur le Transport Multimodal; b) pour trouver des solutions aux problèmes de l'encombrement de la circulation dans les agglomérations; c) dans le domaine de la facilitation; d) dans la recherche de sources alternatives de carburant pour les véhicules routiers, dans le cadre du "plan d'action régional sur l'Energie"; e) en ce qui concerne la mise en oeuvre renouvelée des recommandations de l'étude de la proposition de système de communication par satellite des Caraïbes qui serait établie par l'UIT/CDCC; f) pour la formulation d'un plan de développement du transport maritime (fonds extrabudgétaires)

5.10 Questions de population

Résultats attendus: Publications techniques: a) Deux études sur les déterminants et les conséquences des composantes des changements démographiques (deuxième et dernier trimestre 1989 - fonds extrabudgétaires). b) Trois monographies de pays (Grenade, Saint-Vincent-et-Grenadines, Iles Vierges Britanniques) analysant les données du Programme de Recensement de 1980 (deuxième trimestre 1989 - fonds extrabudgétaires). c) Un rapport technique sur les projections relatives à la population et aux ménages.

Activités opérationnelles:

a) Services de formation et de consultation, sur demande, aux Etats membres dans:

- i) l'évaluation et l'exécution des politiques démographiques (1988-1989 - fonds extrabudgétaires); et
- ii) la mise en oeuvre d'une politique démographique et la planification du développement démographique (1988-1989 - fonds extrabudgétaires).

b) Trois séminaires régionaux de 2 semaines, pour environ 20 personnes, traitant des sujets suivants:

- i) méthodes d'analyse des données démographiques et socio-économiques pour la planification, avec l'aide de micro-ordinateurs;
- ii) théorie et méthodes d'analyse démographiques pour la planification;
- iii) techniques d'incorporation démographique dans la planification du développement.

c) Quatre séminaires nationaux de formation de 3 jours sur la mise en oeuvre de politiques démographiques seront organisés et

un atelier de 5 jours sur la formulation des politiques aura lieu dans la République de Trinité et Tobago. Les séminaires ont pour but d'établir et de renforcer le système institutionnel national nécessaire à la mise en oeuvre de politiques démographiques et également de favoriser la transition des stratégies politiques vers des programmes socio-économiques concrets.

d) Les activités suivantes se poursuivront tout au long de la prochaine période:

- i) Etudes de recherche intégrées sur la démographie et le développement.
- ii) Etablissement de la Banque de Données Socio-démographiques et d'un Système d'Informations Démographiques.
- iii) Estimations démographiques en cours de recensement et après recensement pour les pays des Caraïbes.
- iv) Récupération des données de recensement de petites aires par micro-ordinateurs (REDATAM).
- v) Analyse de recensement en profondeur.
- vi) Projections démographiques.
- vii) Condensé des statistiques socio-démographiques dans les pays des Caraïbes. Il étudiera plus en détail les secteurs spécialisés en relation avec des catégories de population telles que les femmes, les jeunes et les personnes âgées.

5.11 Soutien de la CEPALC aux pays des Caraïbes orientales

Activités opérationnelles: Services de formation et de consultation, sur demande, aux Etats membres, concernant: a) les questions de droit commercial international, particulièrement dans les domaines du développement des exportations et des négociations commerciales à l'échelle mondiale; b) le renforcement des relations du CEPD et du CTPD entre les pays de l'organisation des Etats des Caraïbes orientales et les pays latino-américains concernés dans le cadre des activités entreprises par la CEPALC/CDCC (fonds extrabudgétaires); c) activités de collaboration destinées à renforcer l'infrastructure statistique dans les Etats membres de l'OECO continueront en 1989.

PROGRAMME POUR LES PETITS ETATS INSULAIRES

Le travail du Secrétariat pour la période à venir sera déterminé par l'adoption du Plan d'Action pour les Petits Etats

Insulaires, mandaté dans la Résolution 18(IX) du CDCC et dans la Résolution 41/63 de l'Assemblée Générale des Nations Unies. La Résolution 41/63 demandait au Secrétaire Général des Nations Unies d'entreprendre une étude des problèmes des petits Etats insulaires en développement en vue de fournir une aide répondant à leurs besoins. La Commission sera sans doute mise à contribution pour jouer un rôle plus important dans les efforts de développement de ces états.

Néanmoins, le problème de la reconnaissance par la communauté internationale la nécessité d'une aide spéciale à ces petits états insulaires méritent est encore à surmonter.

Le Secrétariat entreprendra donc, en priorité, des études en collaboration avec d'autres agences, comme le CARICAD, la CARICOM, l'OECO et le Forum du Pacifique de la CESAP ayant pour but de renforcer la défense des petits Etats insulaires en développement.

De plus, le Secrétariat avait été chargé, lors de la dixième session du CDCC, d'entreprendre des discussions sur les aspects de l'unité politique pour l'OECO et ces discussions auront lieu lors du programme de travail à venir en collaboration avec le Secrétariat de l'OECO.

